

**Les apports des religions pour le Droit Internationale
Humanitaire.**

Introduction :

L'humanitaire peut être défini comme la prise en considération de la personne humaine en vue de sa protection en tant qu'être humain, indépendamment de toute considération d'un autre ordre (politique, économique, social, religieux ou militaire ...)

Le concept d'humanitaire présente donc intrinsèquement, une dimension morale, qui est en voie de rationalisation ; on parle ainsi de logique humanitaire. La recherche de la dimension proprement juridique de ce concept (DIH) apparaît comme l'expression la plus notable de cet effort de rationalisation.

En effet, de nombreux auteurs retiennent (encore) une définition étroite du DIH, qui est alors lié au droit des conflits armés (qualifié autrefois de droit de la guerre).

Une définition large (moderne) semble préférable. Le DIH peut ainsi considéré comme « l'ensemble des règles juridiques qui concernent, au plan international, la protection de la personne humaine en situation de crise (guerres internationales, civiles, troubles intérieurs...) »

Alors !:

Est-ce qu'il existe un ordre juridique du concept humanitaire international ? Ou reste-t-il fondamentalement un ordre politique ?

S'il est juridique, quelles sont ses origines ?

En tant qu'une dimension morale, quelles sont les répercussions de l'intervention religieuse sur le DIH ?

L'élaboration :

Historiquement, le DIH s'est affirmé comme l'expression juridique du sentiment d'humanité lors des guerres. Il n'a pas exprimé une vision globale du monde. Il a en effet été étroitement lié aux conflits armés, visant avant tout l'intégrité physique des individus. Il a aussi pris en considération la dignité des personnes, ce qui a assurément favorisé son développement.

Les prodromes du DIH remontent loin dans le temps ; il convient d'en présenter deux étapes très importantes de son élaboration :

L'Antiquité :

On peut considérer que le droit humanitaire remonte à l'Antiquité, à travers du moins d'une approche philosophique. C'est ainsi que la République de **Platon** (philosophe grec) contient en quelque sorte un programme d'humanisation de la guerre, et que d'autres comme **Aristote** (dans *l'Ethique Nicomaque*) ou **Cicéron** (*Des Devoirs*) ont mis l'accent sur ce que l'on peut appeler le devoir de solidarité.

Par ailleurs, on trouve déjà chez le **général Sun Tse Ping Fa**, l'auteur du plus ancien traité **chinois** sur la guerre (au 6ème siècle) « la recherche d'une certaine humanisation des règles spécifiques à la guerre ».

Le Moyen Age :

Cette période a connu des accélérations brusques du concept humanitaire, des périodes remarquables (**Jérusalem** 1099), des périodes de stagnation, des reculs temporaires et à nouveau des progrès

Le résultat c'est que le terme « **d'humanitaire** » n'est apparu qu'au 19ème siècle (vers 1830).

Du point de vue global, la période de l'élaboration du DIH est indissolublement liée à celle de l'humanité.

Elle est la représentation continue de la lutte entre le bien et le mal. Ce mouvement intellectuel participe à la fois d'une quête du bien et une réflexion sur la guerre et ses conséquences.

Alors !

Est-ce que la main religieuse a un impact sur ce mouvement ou fluctuation ?

Les apports des grandes religions :

L'influence des religions sera déterminante pour la création du droit.

Le bouddhisme :

L'Asie vit fleurir dès le premier millénaire avant notre ère de nouvelles civilisations.

Le Bouddhisme, en tant que morale et ascèse individuelles débouchant sur la pratique de la non-violence, prône la pitié et la compassion.

En Chine, **Lao Tse** proclame que l'homme n'a de valeur que par le service ; et pour **Confucius** (551-479), les vertus principales sont la bénévolence, l'humanité, l'aptitude à se mettre à la place de l'autre.

En effet, le bouddhisme joue un rôle très important dans l'histoire du DIH, ainsi **Açoka** qui est considéré comme l'empereur de l'Asie, en 273 et à la fin des combats contre les **Kalingas** dont il sort vainqueur, il dénombre 150.000 prisonniers et plus de 100.000 morts.

Açoka prescrit « **la loi de piété** » par **l'Edit 13** : « si un centième ou un millième du nombre de personnes qui ont alors été tuées devaient aujourd'hui subir le même sort, ce serait un motif de regret pour la personne sacrée du souverain ».

Avec cet édit, Açoka montre une grande sensibilité devant la souffrance causée aux membres de la famille d'un combattant tué ou à ses amis.

La loi de piété impose donc le respect de toute vie humaine ou animale, elle commande que tous, appartenant ou non à l'empire, possédant ou non le même degré de civilisation, doivent recevoir un traitement juste et humain.

En **l'Inde** le droit comprend des éléments juridiques, ainsi que des données religieuses et morales. **Les Hindous** connaissent la notion de guerre juste (**le Dharmayouda**). Concernant le traitement humanitaire des victimes de la guerre, on assiste un texte juridique très important c'est « **la loi de MANOU** », lequel doit protéger son peuple contre l'ennemi lui déclarant la guerre ; pour **MANOU** le but de la guerre n'est pas la conquête d'un territoire, mais l'établissement de bonnes relations avec un nouvel allié.

On peut citer 3 règles principales de la loi de **MANOU**, qui ont un but humanitaire :

1) la limitation des méthodes de combat :

-La loi de **MANOU** interdit aux soldats de combattre avec des armes « **perfides** ». De même l'honneur et la loyauté conduisent à rejeter les stratagèmes comme moyens de combat.

-L'ennemi ne doit-il pas être attaqué lorsqu'il se rend ou abandonne le champ de bataille, fuit ou est gravement blessé.

-Les vaincus doivent être traités avec humanité.

-Faut-il combattre un à un, et abandonner le combat lorsque l'adversaire n'est plus en état de combattre...

2) La distinction entre civils et combattants :

-Les édifices religieux, les habitations et tout autre bien appartenant aux civils, ainsi que les vergers et les jardins seront épargnés.

3) Le traitement des personnes à l'issue des combats :

- Les personnes épargnées doivent être emmenées en captivité ou laissées en liberté.
- L'armée est suivie par les médecins.
- Aidés des conducteurs de chars, les soldats de l'infanterie doivent transporter les blessés et les morts à l'écart du champ de bataille.
- Les ennemis blessés sont renvoyés chez eux ou soignés en captivité.
- Les prisonniers de guerre seront traités avec humanité et générosité.
- L'esclave est protégé par la religion et le droit.

« Donc le bouddhisme contribue d'une façon philosophique ou culturelle au droit international humanitaire »

Je judaïsme :

Pratiquer la charité (*Tsedaka*) et l'hospitalité à l'égard de l'étranger, de l'orphelin, de la veuve et du pauvre (suivant l'ordre retenu par *la Bible*) est dans le judaïsme une obligation d'ordre à la fois moral et légal (est un devoir individuel est l'un des meilleurs moyens d'honorer Dieu) Elle est liée à l'élection, puisque dès la genèse, le texte biblique proclame : « je l' [Abraham] ai distingué pour qu'il prescrive à ses fils, et à sa maison après lui, d'observer la voie l'Eternel, en pratiquant la charité et la justice ». Le terme hébraïque de *Tsedaka* (charité) a d'ailleurs en même temps le sens de *justice-vertu*.

On ne s'étonnera pas dès lors que *l'action caritative* (d'aide social) soit une constante dans les communautés juives, et y soit particulièrement développé. Même si elle est de nos jours largement *laïcisée*, la référence à *Tsedaka* (charité) est fréquemment mise en avant. Si le versant action social de proximité de l'acte humanitaire est donc présent dans le judaïsme, la réflexion sur un autre volet, celui du secours aux victimes civiles et militaires des combats, est relativement absente.

Selon la Bible : « *Yahvé est le Dieu de Israël et Israël est son peuple* ». Celui-ci peut être appelé à combattre par *Yahvé*, lequel peut intervenir pour assurer la victoire. *Yahvé* dicte à son peuple ce qu'il doit faire pour vaincre, il peut paraître comme un « *Dieu de la guerre* » qui appelle son peuple au combat et qui peut *ordonner des massacres*.

« Le peuple Israelite est le peuple élu de Dieu »

« Les villes que le seigneur donne en héritage à Israël ne devront plus compter un seul survivant ».

Cependant, pour le judaïsme, *guerre et paix ne sont pas incompatibles*. *Yahvé* combat avec son peuple, un prêtre encourage les combattants et les bénits (protéger), mais l'on se bat en vue de *l'instauration d'une « Paix Définitive »*. Ainsi la religion juive admet la guerre défensive ; la défense d'une cause juste par la guerre est justifiée, comme le fait de tuer avant de se faire tuer.

Une réflexion intellectuelle, du point de vue juif, sur une forme « *d'humanisation* » des guerres devrait donc paraître particulièrement incongrue à des savants éminents comme *Maimonide* qui insiste sur trois aspects : « *l'objectif moral qui doit justifier par la guerre, la décision judiciaire requise pour déclarer la guerre, est les mesures de sauvegarde indispensable pour assurer un traitement humain à l'ennemi* ». Toutes ces mesures doivent préserver notre propre humanité même en temps de la guerre.

« Par ailleurs, la tradition juive demande de ne pas se réjouir de la défaite de l'ennemi »

Donc, pour le judaïsme la guerre est sainte avec ou sans massacres, car son peuple combat sous les commandements de son *Dieu Yahvé*.

Le christianisme :

Le christianisme va bien sûr s'alimenter à la source juive pour édifier à partir du concept de charité une tradition d'action caritative intense qui perdure aujourd'hui.

Au début, pour le christianisme, le **Dieu** est unique et **Universel**. Il ne connaît *pas de peuple élu*, il prône au contraire l'égalité de tout être humain. « *Très logiquement, le christianisme des premiers siècles semble donc exclure la guerre* ».

L'action caritative est devenue considérable, et encore plus à l'époque du Moyen Âge en fonction du rôle du poids de l'Eglise catholique dans la société.

Cependant, (au 4^{ème} siècle) sous une contrainte des **Barbares** qui commencent à envahir l'empire romain « *il devient dès lors licite de prendre les armes* », et que la position de l'Eglise se prolongera à travers le concept de la guerre sainte est donc, « *le combattant chrétien devient alors un soldat de christ* ».

Le résultat c'est que, dans les années 1099, lors de la prise de Jérusalem, les Francs massacrent les musulmans et juifs. « *De nombreux musulmans sont tués dans la mosquée d'Al-Aqsa* ».

Sur le plan d'action humanitaire, au début du 12^{ème} siècle sur terre sainte, Né de *l'activité charitable de l'Hôpital de Jérusalem*, l'ordre de l'Hôpital qui est reconnu en 1113 comme un « *Ordre Charitable International* ». Ainsi tous les ordres militaires ont installé des Hôpitaux de campagne lors des guerres.

A cette époque, l'Eglise imprimera un esprit religieux à la fonction militaire, « *le chevalier doit être fidèle, dévoué et charitable* », et donc certains penseurs chrétiens vont être amenés à poser les premiers fondements intellectuels de l'assistance aux victimes des combats.

Par exemple le **Jésuite Francisco Suarez** opère dans le cadre de la constitution d'un corps de règles juridiques et pour la première fois la distinction entre combattants et non-combattants, il développe aussi l'idée que la souveraineté de chaque Etat est limitée par le fait que celui-ci appartient à une communauté de nations liées par la solidarité, ainsi que par des obligations réciproques.

Au point de vue coutumier, *la mutilation ou le massacre* sans motif réel d'un chevalier prisonnier est interdit. Et que les chevaliers chrétiens doivent respecter la confraternité d'armes. Mais malheureusement ces coutumes ne sont pas respectées, et que les chevaliers ne combattent que pour un butin.

En ce sens la rançon est devenue praticable, car elle est profitable, et elle donnera un exemple de noble comportement.

Alors que l'intervention de l'Eglise joue un rôle très important, soit pour lutter contre les conséquences de la guerre, soit pour stipuler les soldats à combattre. « *Au 10^{ème} siècle un code de conduite élaboré va contribuer à humaniser la guerre* ».

Ce substrat religieux chrétien a incontestablement alimenté la réflexion qui se développera à partir du siècle suivant, comme nous allons le voir, les chrétiens adoptent la notion de la guerre juste ou légitime défense :

C'est— à — dire : **d'une réflexion morale sur les buts et les moyens de la guerre** à partir d'une vision éthique des interactions humaines.

- L'emploi des armes ne doit pas créer des maux ou désordres encore plus graves.
- Respecter les limites traditionnelles de la nécessité et de la proportionnalité.
- La guerre, même juste, ne justifie pas tous les actes.
- La guerre « ***préventive*** » soulève de graves interrogations.

L'Islam :

Comme les autres religions du livre, *l'Islam* recommande la pratique de l'assistance aux démunis. Celle-ci s'exprime par l'obligation pour le musulman de pratiquer la « **Zakat** » comme l'un des cinq piliers de la religion musulmane.

Cependant, sur le plan de la légitimité de la guerre, la religion musulmane ne connaît la guerre qu'à partir du moment où le **prophète Mohamed** est à **Médine**, car il doit se défendre contre les bédouins polythéistes. Avant cette période, il n'avait en effet pas reçu l'ordre (**du Dieu**) de combattre les ennemis. C'est-à-dire (**le Jihad**) qui est considéré comme une obligation pour tout musulman, un devoir communautaire, c'est un devoir individuel en cas d'attaque d'un territoire musulman, dont son but n'est pas de détruire les infidèles, mais l'infidélité « **la guerre donc peut être défensive, mais aussi offensive** ».

Alors, la guerre de conversion est prescrite est encouragée par le Coran. Elle ne concerne que les volontaires (**les Moudjahidin**) sauf cas de force majeure, les femmes, les vieillards, les enfants et les infirmes n'y sont pas tenus.

Sur l'action humanitaire, l'Islam donne beaucoup des recommandations , il est interdit de faire la guerre **durant les 4 mois sacrés** de l'année contre ceux qui reconnaissent leur sainteté, **le prophète** a ordonné à ses compagnons d'épargner les femmes, les enfants, les vieillards et les infirmes, il a recommandé de ne pas achever les blessés et de mettre en sûreté celui qui pose les armes, les récoltes, les arbres fruitiers, les points d'eau et le bétail doivent être respectés, l'interdit de défigurer les cadavres.

La guerre doit être dirigée contre tous les combattants qu'ils portent ou non des armes. Ainsi, les religieux doivent en principe être respectés, un ennemi déposant les armes et demande l'Aman (la sûreté) doit pouvoir conserver la vie, il est interdit d'empoisonner les rivières et les fontaines si l'on peut vaincre par d'autre moyens, les prisonniers doivent être nourris...

Pour parler sur *l'impact des règles musulmanes sur l'ordre juridique humanitaire*, il vous suffira de parler ou de raconter l'histoire de quelques musulmans comme les **Califes (Abu Baker, Omar) ou saladin**.

Il demeure naturellement comme le souligne **Yadh Ben Achour** que « **rien dans le Coran ou la Sannah ne semble directement contraire au DIH** ».

La codification du DIH :

Toutefois, la doctrine s'accorde à considérer que la bataille de Solferino du 24 juin 1859, marque le point de départ du mouvement humanitaire moderne.

Lorsque les armées *françaises et autrichiennes* se sont affrontées au cours de la bataille de *Solferino* dans le nord de l'Italie en juin 1859, l'idée d'une action internationale pour limiter les souffrances des malades et des blessés durant les guerres est née dans l'esprit d'*Henri Dunant*, un jeune citoyen suisse.

Dunant s'était trouvé, plus ou moins par hasard, au milieu des milliers de blessés français et autrichiens après la bataille, et avec quelques autres volontaires, avait fait ce qu'il pouvait pour alléger leurs souffrances. (40.000 morts et blessés)

Ce qui l'amène à publier en 1862 un ouvrage « *Un Souvenir de Solferino* », Dans lequel il a suggéré la création de sociétés nationales qui pourraient s'occuper des malades et des blessés, sans distinction de race, de nationalité ou de religion. Il a également proposé aux États de conclure un traité visant à admettre les activités de ces organisations et à garantir un meilleur traitement aux blessés.

L'objectif de Dunant est à la fois modeste, l'action humanitaire de faisant dans le respect des institutions établies, et immense, s'occuper des blessés.

A cet effet, est constitué en février 1863, un comité composé de cinq membres (*Dunant, Moynier, le Général Dufour, les Docteurs Appia et Maunoir*) qui se transformera dix sept ans plus tard, en 1880, en CICR.

Presque au même moment où Henry Dunant entame son œuvre *codificatrice du DIH, Francis Lieber*, émigrant allemand installé aux États Unis, va aussi apporter une contribution déterminante à la conception et au contenu du DIH tel qu'il existe aujourd'hui : A la demande du *président Lincoln*, ce grand juriste rédigea *un manuel contenant des règles de conduite au combat*, destiné aux troupes engagées dans la guerre de sécession, qui est connu aujourd'hui sous le nom de « *Code Lieber* » pour but de limiter le nombre des victimes et de régler la conduite de la guerre de manière « *humaine* » afin d'éviter des souffrances inutiles.

C'est l'œuvre de *Lieber* qui est à l'origine du processus d'élaboration *d'un corps de règles* sur la conduite de la guerre, dont le premier résultat est la *Déclaration de Saint-Pétersbourg* de 1868 (à l'effet d'interdire l'usage de certains projectiles en temps de guerre).

Alors que, le DIH se situe dans la perspective plus large du droit de la guerre. Celui-ci s'accorde, depuis 1864 sur une série de principes — qui deviendront de plus en plus sophistiqués — mais dont les principaux demeurent la neutralité, l'interdiction de certaines armes jugées préjudiciables, et l'immunité aux non-combattants.

Quatre conventions et trois protocoles additionnels codifient ces valeurs.

Les Conventions de Genève de 1949 :

- *Convention (I) de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne*

- *Convention (II) de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer*
- *Convention (III) de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre*
- *Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre*

Les Protocoles additionnels de 1977

- *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)*
- *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II)*

Le Protocole additionnel de 2005 :

- *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III)*

En plus de ces sources émanant du CICR, quelques instruments additionnels limitent l'emploi de certaines armes, ou protègent certaines catégories de personnes ou de biens.

- *La Convention pour la protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé (1954) et ses deux protocoles*
- *La Convention sur l'interdiction des armes biologiques (1972)*
- *La Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques (1980) et ses cinq protocoles*
- *La Convention pour l'interdiction des armes chimiques (1993)*
- *La Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (1997)*
- *Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (2000)*

Donc, le droit de la guerre continue de représenter le difficile compromis entre les impératifs militaires — qu'ils soient stratégiques ou opérationnels — et les exigences humanitaires.

Conclusion :

Les conflits armés -qu'ils soient intérieurs ou internationaux- sont la réalité la plus cruelle du XXe siècle.

La prévention des conflits armés est, et doit rester, le premier objectif de la coopération internationale. Le second est de veiller à ce que l'humanité soit sauvegardée face à la réalité de la guerre. C'est là l'objet du droit international humanitaire.

En un peu plus d'un siècle, un ensemble impressionnant de règles et d'instruments de droit international humanitaire a été établi. Aujourd'hui, des limites claires ont été fixées, à tout type d'action qui pourra être toléré en période de conflit armé. Toutefois, les traités et les conventions -même lorsqu'ils sont solennellement ratifiés- ne peuvent sauver des vies.